

propos, je pourrais faire observer que la plupart de ceux qui ont reçu de l'aide ont été des réfugiés hongrois qu'on a fait venir au Canada et qui ont eu besoin d'assistance; mais ce sont là des cas spéciaux.

L'hon. M. Pickersgill: Puis-je poser une autre question? L'honorable représentante voudrait-elle nous dire combien de personnes reçoivent actuellement de l'aide du ministère de l'Immigration?

L'hon. Mme Fairclough: Monsieur l'Orateur, je n'ai pas ce renseignement. Je conseille d'insérer la question au *Feuilleton*.

L'ÉNERGIE

NOUVEAU-BRUNSWICK ET NOUVELLE-ÉCOSSE—LES ACCORDS SUR LA MISE EN VALEUR

A l'appel de l'ordre du jour.

M. H.-J. Robichaud (Gloucester): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au ministre du Nord canadien et des Ressources nationales? Peut-il dire à la Chambre si des accords ont été signés avec les gouvernements des provinces du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse en vertu de l'article 3 du bill n° 244, loi ayant pour objet d'aider à la mise en valeur de l'énergie électrique dans les provinces de l'Atlantique? Dans le cas de l'affirmative, quand pouvons-nous espérer que de tels accords seront déposés?

L'hon. Alvin Hamilton (ministre du Nord canadien et des Ressources nationales): Monsieur l'Orateur, je considérerai cette question comme un avis.

LA CITOYENNETÉ ET L'IMMIGRATION

AFFAIRES INDIENNES—PRÉTENDUE DEMANDE D'EXAMEN DES PROBLÈMES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Harold E. Winch (Vancouver-Est): Monsieur l'Orateur, je désire, moi aussi, poser une question au ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration. J'avoue toutefois que j'hésite à le faire car je viens de lire un article d'une revue prétendant que le ministre se sert de son charme personnel pour arriver à ses fins.

L'hon. Mme Fairclough: Qui ne le fait pas?

M. Winch: Tout ce que je puis dire, c'est que je ne puis rivaliser avec elle sur le terrain du charme personnel et de la beauté. Suivant certains articles de journaux, les Indiens de la Colombie-Britannique réclament l'institution d'une commission royale pour étudier tous les problèmes concernant les

[L'hon. Mme Fairclough.]

Indiens. Le ministre peut-il nous dire s'il envisage de faire examiner tous les aspects de ces problèmes, y compris la sauvegarde des droits des Indiens et leur désir d'être reconnus comme d'authentiques citoyens canadiens? Dans le cas de l'affirmative, une telle mesure sera-t-elle prise à cette session?

L'hon. Ellen L. Fairclough (ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, je dirai que, personnellement, j'ai toujours considéré les Indiens comme des citoyens canadiens authentiques. Toute demande qui nous sera adressée sera étudiée avec bienveillance.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

PRÉSUMÉE PRODUCTION D'UNE LETTRE CONFIDENTIELLE DEVANT UN COMITÉ SÉNATORIAL AMÉRICAIN

A l'appel de l'ordre du jour.

M. D. M. Fisher (Port-Arthur): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au secrétaire d'État aux affaires extérieures. Le ministre peut-il nous dire s'il est vrai qu'un sénateur américain a produit une lettre confidentielle d'un ex-premier ministre du Canada devant un comité sénatorial de son pays vendredi dernier? Si la nouvelle est exacte, le ministre saurait-il nous dire comment il se fait que le sénateur américain ait été en possession d'une lettre confidentielle émanant d'un premier ministre du Canada?

L'hon. Sidney E. Smith (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, si cet incident est exact je n'en ai pas eu connaissance. J'accepte la question comme préavis.

NORAD—DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS AU SUJET DE L'ACCORD ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Harold E. Winch (Vancouver-Est): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au premier ministre. D'après divers journaux, on va déposer aujourd'hui aux Communes des exemplaires du traité ou de l'accord intervenu entre les États-Unis et le Canada au sujet de l'utilisation de l'aviation militaire. Le premier ministre pourrait peut-être nous dire si la nouvelle est exacte ou non, et à quelle date le document sera déposé.

Le très hon. J. G. Diefenbaker (premier ministre): Monsieur l'Orateur, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures participera aujourd'hui, je l'espère, au débat sur l'Adresse et répondra pleinement à la question que l'honorable député vient de poser.